

Ormuz et la politique énergétique européenne : à la recherche du bouc-émissaire

Description

Dans le contexte de la « fermeture » du détroit d'Ormuz, le Premier ministre britannique Keir Starmer déclarait : « Je suis écœuré par le fait que les familles à travers le pays voient leurs factures d'énergie augmenter et diminuer en fonction des actions de Poutine ou de Trump à travers le monde. »

Faire mine de découvrir que l'énergie est un marché mondial, puis en imputer les conséquences aux autres, voilà une technique éprouvée, qui a manifestement traversé la Manche.

Ne serait-il pas plus honnête de regarder du côté de ses propres choix politiques ? Ceux, par exemple, portés par son ministre de l'Énergie Ed Miliband, consistant à accélérer vers le « Net Zero » à marche forcée, tout en fragilisant les capacités domestiques.

À force de vouloir verdir à toute vitesse un système énergétique encore dépendant des hydrocarbures, on découvre avec stupeur, que les factures suivent. Surtout lorsqu'un pays comme le Royaume-Uni dispose encore de ressources en mer du Nord, mais préfère dépendre d'importations norvégiennes payées au prix du marché, alors que produire localement peut coûter jusqu'à deux fois moins cher.

Pendant ce temps, la Norvège a fait un choix nettement moins lyrique : produire, exporter, encaisser.

Avec des réserves estimées entre 6 et 8 milliards de barils de pétrole et jusqu'à 2 000 milliards de m^3 de gaz, elle alimente son économie et une bonne partie de l'Europe, tout en capitalisant via son fonds souverain. Une stratégie presque ennuyeuse tant elle est rationnelle.

La France, persiste dans une forme d'originalité coûteuse comme la Fermeture de Centrale nucléaire de Fessenheim, l'abandon de Superphénix et du projet ASTRID, l'interdiction du gaz de schiste, le renoncement à certains gisements offshore, notamment en Guyane, le tout compensé par une montée en puissance des énergies intermittentes.

Un cocktail qui relève moins de la stratégie que de la foi.

Et pourtant, les ressources existent.

La France disposerait d'environ 3 000 à 5 000 milliards de m³ de gaz de schiste techniquement récupérables (notamment dans le Bassin parisien et le Sud-Est), ainsi que de ressources pétrolières non conventionnelles encore peu explorées.

L'Allemagne posséderait de l'ordre de 1 000 à 2 000 milliards de m³ de gaz de schiste.

À l'échelle européenne, les estimations atteignent 10 000 à 15 000 milliards de m³, répartis entre la Pologne, le Royaume-Uni, la Roumanie ou encore l'Ukraine.

Autrement dit, l'Europe ne manque pas de ressources. Elle manque de volonté.

Certes, ces choix s'expliquent en partie par des compromis électoraux. Mais qu'une telle orientation idéologique ait imprégné durablement les élites, au point d'ignorer les contraintes physiques et économiques, laisse perplexe.

Lorsque Jacques Attali se réjouit d'une hausse du prix du pétrole, censée accélérer la transition, on atteint ce moment délicieux où la théorie applaudit ce que la réalité subit.

Le phénomène dépasse largement la France.

Les Pays-Bas ferment leurs gisements de gaz. L'Allemagne démonte ses centrales nucléaires.

La Belgique hésite, ferme, puis rouvre partiellement, comme un élève pris en flagrant délit de contradiction.

Pendant ce temps, 20 % du pétrole mondial et près d'un quart du GNL transitent par le détroit d'Ormuz. Avec eux circulent engrais, polymères, propane, butane, hélium, bref, toute la base matérielle de nos économies modernes.

La Chine, l'Inde et le Japon en dépendent massivement. L'Europe, autour de 20 %, se pense moins exposée. Elle l'est surtout autrement.

En tentant de jouer la carte du détroit d'Ormuz, l'Iran s'est retrouvé pris à son propre piège, face au coup de maître de Donald Trump qui a ordonné le blocus. Ainsi, les États-Unis s'imposent en station-service d'urgence du monde, tandis que les approvisionnements énergétiques bon marché de la Chine s'évaporent.

Washington observe, presque impassible. Devenus première puissance énergétique grâce au pétrole et au gaz de schiste, les États-Unis restent certes sensibles aux prix, mais beaucoup moins aux pénuries. Gaz abondant, marchés de capitaux profonds, leadership en IA, sous Trump, ils consolident un avantage décisif.

Car la domination technologique ne repose pas seulement sur les talents ou les capitaux, mais sur une combinaison plus structurante telle que l'énergie abondante et bon marché, et la capacité à mobiliser massivement le financement. C'est là que se creuse l'écart. Les États-Unis bénéficient à la fois d'un coût de l'énergie compétitif et de marchés de capitaux profonds, capables de soutenir à grande échelle l'innovation, notamment dans l'intelligence artificielle.

Face à eux, l'Europe et la Chine cumulent des contraintes avec des coûts énergétiques plus élevés ou plus volatils, et allocation du capital plus contrainte ou moins efficiente. Il en résulte un désavantage comparatif croissant dans les secteurs technologiques les plus intensifs en capital et en énergie.

« Drill, baby, drill » n'est plus un slogan de campagne, mais le socle d'une stratégie.

L'Europe, a fait un autre choix. Plutôt que de sécuriser et diversifier ses approvisionnements, elle a misé sur une transition rapide, souvent déconnectée des réalités industrielles. Le résultat indique une vulnérabilité nettement accrue.

Et comme pour sceller cette trajectoire, Ursula von der Leyen affirme : " L'énergie la moins chère est celle que l'on n'utilise pas." Traduction politique : consommer moins, se déplacer moins, produire moins.

Une vision de la décroissance que certains écologistes anticapitalistes défendent depuis longtemps, et qui s'impose désormais au cœur du discours européen.

Car enfin, faut-il rappeler l'évidence ?

Il ne peut y avoir d'économie développée sans hydrocarbures, directement ou indirectement.

Les dérivés du pétrole et du gaz irriguent toute la chaîne productive. Médicaments, plastiques, engrais, électronique. Même l'hélium, indispensable aux IRM et aux semi-conducteurs, provient de ces filières.

Espérons que les faits finiront par s'imposer ils ont cette fâcheuse habitude.

En attendant, chercher des boucs émissaires reste une spécialité bien ancrée chez certains dirigeants européens, une manière élégante d'éviter une question pourtant simple et redoutable.

Et si le problème venait de nous ?

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée
30 avril 2026